

Foix, le 7 mars 2023

MOTION

Malgré l'opposition de l'ensemble des organisations syndicales et de la grande majorité de la population, la première ministre E. Borne a annoncé mardi 10 janvier 2023 sa **réforme des retraites: âge légal de départ reporté de 62 à 64 ans et 43 années de cotisations pour partir à taux plein !** L'Assemblée Nationale a été dans l'incapacité de voter ce projet en première lecture.

Ce projet est **inacceptable pour la totalité des organisations syndicales** qui n'ont eu de cesse de rappeler qu'elles n'accepteraient ni report de l'âge légal de départ, ni augmentation de la durée de cotisation.

Encore une fois, le gouvernement utilise la même rhétorique : «sauver le système de retraite par répartition» ou «ramener le système à l'équilibre dans les 10 ans». La première ministre explique: *«Il y aura un déficit qui dépassera les 12 milliards et qui continuera à se creuser si on ne fait rien»*. FAUX Le rapport du COR (Comité d'Orientation des Retraites) explique le contraire. C'est le résultat des contre-réformes précédentes et de la perte continue de pouvoir d'achat des retraités. Le COR précise que ses résultats *«ne valident pas le bien fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraites»*.

Et s'il fallait vraiment trouver 12 milliards d'euros d'ici 2027, rappelons les 150 milliards annuels d'exonérations de cotisations dont bénéficient les entreprises sans contreparties, ni garanties ! **Non seulement les fonctionnaires des finances subissent un effondrement inédit de leur pouvoir d'achat avec l'augmentation dérisoire de la valeur du point d'indice bloquée à 3,5% par le gouvernement.**

Ce choix gouvernemental qui devient clairement une stratégie politique après les relèvements successifs de l'indice minimum de traitement d'octobre 2021, janvier 2022 et mai 2022, est inacceptable.

Le gel du point d'indice entraîne par ailleurs des futures pensions plus faibles

En relevant le seul indice des agents qui seraient passés sous le SMIC, le gouvernement laisse des millions de fonctionnaires subir cette nouvelle inflation de 1,81 % pour 2023.

Le tout sans oublier que l'inflation de 6,2 % de 2022 n'a pas été compensée, car le point d'indice n'a été revalorisé que de 3,5 % à compter du 1er juillet 2022.

Le gouvernement lui-même le reconnaît en affirmant que seuls un peu plus de 400 000 agents bénéficieront de cette mesure, laissant ainsi 5,3 millions d'agents perdre à nouveau du pouvoir d'achat.

Pour **FO**, il y a urgence à ouvrir immédiatement de réelles négociations salariales dans la fonction publique notamment par l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice et l'amélioration de la grille indiciaire.

Les fonctionnaires des finances sont aussi confrontés à des conditions de travail de plus en plus difficiles (qui empireront avec la suppression des emplois ininterrompus à Bercy), mais ils devraient désormais être contraints de travailler jusqu'à 64 ans et subir un allongement de la durée de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein !

Pour **FO Finances**, c'est inacceptable.

FO Finances appelle tous les agents à poursuivre la mobilisation, par la grève, dès le 7 mars pour le retrait de la réforme des retraites.

Les revendications de FO

Pour FO, il faut travailler sur les moyens de développer l'emploi, notamment des seniors et sur l'aménagement des fins de carrière.

Il y a urgence à mettre en place la conditionnalité des aides publiques aux entreprises : augmentation des salaires, aucune rémunération inférieure au SMIC, maintien dans l'emploi, embauche de seniors, une vraie politique de relocalisation et de réindustrialisation.

FO s'opposera à toute réforme réduisant les droits à la retraite et imposant de faire travailler plus longtemps pour en bénéficier.

FO s'opposera à toute mesure remettant en cause tous les régimes spéciaux.

FO exige l'abandon de tout projet visant à repousser l'âge légal de départ à la retraite et/ou augmenter le nombre d'années de cotisations.

Pour FO, si la réforme des retraites est pour le gouvernement la mère des réformes, les retraites seront pour nous la mère des batailles !

Le secrétaire Départemental FO-DGFIP Ariège

Christophe JORGE